

JO : Pékin revoit sa position et autorise l'accès à certains sites

La vague de protestation provoquée par la censure du Web imposée par les autorités chinoises a fait effet. **Pékin** a décidé de lever la censure sur une partie des sites concernés. Selon une information de l'*AFP*, les adresse d'**Amnesty International** et **Reportes sans Frontières** seront de nouveaux accessibles.

En revanche, les accès aux sites pro-tibétains, au site de la **BBC** en langue chinoise ainsi que les url consacrées au mouvement spirituel Falungong, une mouvance proscrite par le gouvernement central, resteront interdits.

Sun Weide, le porte-parole du comité d'organisation des jeux, a notamment réaffirmé la possibilité pour les journalistes accrédités de bénéficier d'un accès « *suffisant et acceptable* ». Dans un communiqué, le CIO (Comité International Olympique) assure avoir demandé au comité d'organisation de meilleures conditions d'accès au Réseau pour les journalistes.

Giselle Davies, la porte-parole du CIO, a favorablement accueilli la décision prise par le gouvernement chinois. « *C'est une bonne chose* », a-t-elle précisé.

Le président Hu Jintao a quant à lui appelé la presse a réalise une couverture « *objective* » des Jeux. Le premier dirigeant chinois a également souhaité que la presse internationale se conforme aux « *lois et règlements chinois* » .

« *Il est inévitable que les peuples de différents pays et régions du monde aient des perceptions qui ne sont pas les mêmes sur différents sujets* », a précisé la président. Pour lui, « *politiser les Jeux Olympiques* » ne peut constituer une réponse.

La nouvelle posture de la Chine ne laisse malgré tout rien présager de l'état effectif du Web au moment du lancement des Olympiades. La récente déclaration de la Chine ne cache en rien le malaise du CIO. Rappelons qu'il y a quelques jours, Giselle Davies, la porte-parole du CIO assurait que les autorités chinoises avaient, de longue date, assuré qu'elles exerceraient un contrôle sur le Web.

Quelques semaines auparavant, Jacques Rogge, le président du CIO assurait pourtant que les journalistes pourraient travailler « *librement* ».

Malgré tout, le tenue des jeux et la liberté de mouvements accordée aux journalistes resteront un mystère jusqu'à l'ouverture officielle des Jeux.